



Établissement public du musée national Picasso-Paris
20 rue de la Perle
75003 PARIS

Prestations de réalisation et d'intégration de contenus
pour des parcours audioguidés et prestations de
fourniture, location et maintenance d'appareils
d'audioguidage pour le musée national Picasso-Paris

Accord-cadre n°2024-MNPP-1100 et 1101-AC

LOT N°1 : FOURNITURE, LOCATION ET MAINTENANCE
D'APPAREILS D'AUDIOGUIDAGE ET REALISATION ET INTEGRATION
DE CONTENUS POUR DES PARCOURS AUDIOGUIDES ENFANTS ET
ADULTES

LOT N°2 : PRESTATIONS SPECIFIQUES RELATIVES A LA
REALISATION DE CONTENUS EN LANGUE DES SIGNES
FRANCAISES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES COMMUN
(CCPC)

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DE L’ACCORD-CADRE	4
1.1 Objet de l’accord-cadre	4
1.2 Contexte	4
1.3 Dispositions générales.....	5
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 3 - LOT 1 : PRESTATION DE FOURNITURE, LOCATION ET MAINTENANCE D’APPAREILS D’AUDIOGUIDAGE ET INTEGRATION DE CONTENU.....	7
3.1 Part forfaitaire : fourniture et prestations de location et de maintenance d’appareils d’audioguidage	7
3.1.1.1 livraison des appareils d’audioguidage	7
3.1.1.2 Caractéristiques techniques des appareils	7
3.1.1.3 Dimensionnement du parc.....	9
3.1.1.4 Evolution des matériels	9
3.1.2 Maintenance des appareils d’audioguidage.....	10
3.1.4 Accès au back-office et statistiques	10
3.1.3 Documentation et formation des utilisateurs.....	10
3.1.4 Livraison, installation et intégration.....	11
3.2.....	11
Part à commande : écriture, développement, oralisation, enregistrement et intégration de contenus associés sur les appareils pour les contenus adultes et enfants et LSF ainsi que la location et achat de matériel complémentaire	11
3.2.1 Prestations relatives aux séquences audio	11
ARTICLE 4 - LOT 2 : REALISATION ET PRODUCTION DE VIDEOS EN LANGUE DES SIGNES FRANCAISES	13
4.1 Prestations relatives aux séquences vidéo en Langue des Signes Française.....	14
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS COMMUNES A L’ENSEMBLE DES LOTS.....	14
5.1 Prestations relatives à l’intégration des contenus	14
5.2 Exécution des prestations	15
5.2.1 – Délai de livraison des contenus	15
5.2.2 Exécution de la prestation	15
5.2.3 Opérations de vérification des prestations	15
5.2.4 Opérations d’admission des prestations	15
5.3 – Propriété intellectuelle et destruction des fichiers.....	16
5.3.1 Propriété et utilisation des résultats.....	16
5.3.6 - Destruction des supports ayant servi à la réalisation des prestations et des fichiers sources ou natifs résultant de la prestation réalisée.....	19
5.4 Obligations du titulaire, de son personnel et discrétion	19
5.4.1 Conditions techniques générales d’exécution des prestations.....	20
5.4.2 Protection des données à caractère personnel	20
ARTICLE 6 - SUIVI DE L’ACCORD-CADRE	22
6.1 Représentant(s) du titulaire	22
6.2 Représentants du pouvoir adjudicateur	23
6.3 - Opérations de vérification et constats	23
ARTICLE 7 –DUREE DE L’ACCORD-CADRE	23
ARTICLE 8 – DEMANDES DE DEVIS ET EMISSIONS DES BONS DE COMMANDE .	23
8.1 Pour les prestations prévues au bordereau des prix unitaires (BPU)	23
8.2 Pour les prestations hors BPU	24

ARTICLE 9 - PRIX DES PRESTATIONS ET ETABLISSEMENT DES PRIX	24
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT	26
10.1 Règlement.....	26
10.2 Modalités de paiement en cas de désaccord.....	27
10.3 Délai de paiement.....	27
10.4 Avance.....	28
ARTICLE 11 - PENALITES	28
11.1 Pénalités de retard	28
11.2 Pénalités pour non production de l’attestation d’assurance	29
11.3 Pénalités pour non production des attestations fiscales et sociales.....	29
ARTICLE 12 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT.....	29
ARTICLE 13 - ASSURANCE.....	30
ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE	30
ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE	31
ARTICLE 16 - MODIFICATIONS CONTRACTUELLES.....	32
16.1 Modifications des clauses contractuelles	32
16.2 Modification du statut du titulaire	32
16.3 Transfert de l’accord-cadre	33
16.4 Règles d’ajustement de l’accord-cadre	33
16.5 Dégradation des prestations	33
ARTICLE 17 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	33
17.1 Résiliation pour un motif d’intérêt général	33
17.2 Résiliation pour faute	33
17.3 Résiliation pour non-respect des dispositions de l’article 3 et 4 du présent CCPC	34
17.4 Résiliation pour non remise des documents demandés.....	34
17.5 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé.....	34
ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES	34
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	34

ARTICLE 1 – OBJET ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre vise à fixer les termes contractuels généraux entre l'Etablissement public du musée national Picasso-Paris (ci-après dénommé « le Musée Picasso », « le musée », « la personne publique » ou le « pouvoir adjudicateur ») et le prestataire retenu.

Il a pour objet des prestations de réalisation et d'intégration de contenus pour des parcours audioguidés ainsi que des prestations de fourniture, location et maintenance d'appareils d'audioguidage.

1.2 Contexte

Le musée national Picasso-Paris est, depuis 2010, un établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de la Culture.

Il a pour mission de présenter au public les collections nationales qui lui ont été confiées par l'Etat et notamment les œuvres et archives de Pablo Picasso, les œuvres de sa collection personnelle et plus largement les œuvres et archives relatives à la vie et à l'œuvre de Pablo Picasso ou à celles des artistes qui lui ont été liés, issues des dations, donations ou dons manuels de ses héritiers ou acquises ultérieurement. Il assure, par tout moyen approprié, l'accueil du public le plus large, en développe la fréquentation, favorise la connaissance de ses collections, conçoit et met en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture.

Ouvert en 1985, le musée a fait l'objet d'une importante campagne de rénovation architecturale, à compter de 2009 ; il a rouvert ses portes en octobre 2014, avec 5 niveaux d'exposition, un parcours de visite accessible aux personnes à mobilité réduite et des espaces de service au public améliorés (auditorium, salle d'atelier, vestiaires, etc.).

Il a accueilli 559 000 visiteurs en 2023.

Le musée propose de 3 à 4 expositions temporaires par an au rez-de-chaussée ou au sous-sol et présente ses collections sur trois étages dans un parcours permanent mais dont l'accrochage est périodiquement modifié ou bénéficie d'interventions d'artistes contemporains.

Le Département de la médiation se fait porteur des objectifs généraux de l'établissement en direction des publics, en mettant en œuvre toutes les actions nécessaires pour faire de l'hôtel Salé un lieu de découverte, d'apprentissage et de dialogue entre tous les publics et les collections.

Le musée souhaite continuer de mettre à disposition des visiteurs des outils d'audioguidage de qualité afin de les accompagner dans la découverte de l'œuvre de Picasso et de l'institution.

La mise à disposition *in situ* d'un tel outil s'inscrit dans cette perspective et doit permettre de proposer un accompagnement de qualité à tous les visiteurs, allant d'informations générales sur le musée, la collection et l'artiste à des informations à forte valeur ajoutée tels que des parcours de visite.

L'outil doit permettre à tous les visiteurs de profiter de cette offre audioguidée via une ergonomie et des fonctionnalités adaptées et spécifiques, dans une logique d'accessibilité de tous au musée et à ses collections.

Le musée souhaite pérenniser la mise à disposition d'audioguides, solution technique testée depuis mars 2016 et se révélant très satisfaisante. Le taux de prise des audioguides est compris, en fonction des années entre 8.5% et 9.5%.

Le musée propose à l'heure actuelle

- un parcours adulte disponible en 6 langues (français, anglais, espagnol, allemand, italien et chinois) composés de 37 pistes : une piste d'interview introduisant l'exposition temporaires et 36 pistes portant sur la collection dont 6 pistes d'interview.
- un parcours enfant disponible en français et anglais comprenant 19 pistes consacré à la découverte de la collection

Un parcours en LSF d'une quinzaine de vidéos sous-titrées doit être déployé en 2025.

Le musée dispose actuellement de

- 200 audioguides à la location
- 10 visioguides à la location

1.3 Dispositions générales

1.3.1 Nature de l'accord-cadre

Le montant maximum de cet accord-cadre, tous lots confondus, est de 210 000 € HT toutes reconductions comprises.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre composite mono attributaire. Il est composé de deux lots :

- **Lot n°1 : Prestations de réalisation et d'intégration de contenus adulte et enfant pour des parcours audioguidés et prestations de fourniture, location et maintenance d'appareils d'audioguidage. Il comprend :**
 - une part forfaitaire mensuelle traitée à prix globale et forfaitaire, sans montant minimum et avec un montant maximum de 60 000€ HT pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises ;
 - une part à bons de commandes, soumise aux dispositions des articles R.2162-5, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, traitée à prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 120 000 € HT.

Pour l'ensemble de ces deux parts, le montant maximum est fixé à 180 000 € HT pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

- **Lot n°2 : Prestations spécifiques relatives à la réalisation de contenus en langue des signes françaises. Il comprend :**

Ce lot est conclu à prix unitaires, soumis aux dispositions des articles R.2162-5, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, traitée à prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 30 000 € HT.

1.3.2 Allotissement

L'accord-cadre est alloti en deux lots comme précises en article 1.3.1 du présent CCPC. L'allotissement est justifié du fait de la spécificité des prestations relatives au Lot n°2 concernant la réalisation de contenus en langue des signes françaises.

1.3.3 Lieu d'exécution des prestations

Les appareils devront être mis à disposition du musée à l'adresse suivante :

Musée national Picasso - Paris
5, rue de Thorigny
75003, Paris

Les prestations d'oralisation, d'enregistrement et d'intégration de contenus associés devront être réalisées à distance.

1.3.3 Conduite de l'opération

La Direction scientifique et des collections du musée national Picasso-Paris est chargée de la conduite de ce marché.

Les coordonnées des interlocuteurs du titulaire au sein de cette Direction seront communiquées au titulaire après la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, par ordre de priorité décroissante, les pièces constitutives du présent accord-cadre sont les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) pour chacun des deux lots, leurs annexes et leurs éventuels avenants ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) pour chacun des deux lots ;
- le détail quantitatif (DQE) pour chacun des deux lots ;
- la déclaration de sous-traitance (DC4) pour chacun des deux lots le cas échéant.
- le présent cahier des clauses particulières commun (CCPC) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au Journal officiel du 1er avril 2021 ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour le Lot n°1 ;
- le mémoire technique du titulaire pour chacun des deux lots.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées au présent article.

Les documents écrits constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE) ont pour objet de renseigner les entreprises sur la nature des prestations à effectuer, leur quantité, leur qualité. Toutes erreurs ou incohérences éventuelles contenues ou détectées dans le dossier de consultation devront être signalées par le candidat lors de la remise des offres. Les titulaires devront exécuter comme étant prévues dans le marché, sans exception ni réserve, toutes les prestations indispensables pour l'achèvement complet des prestations.

ARTICLE 3 - LOT 1 : PRESTATION DE FOURNITURE, LOCATION ET MAINTENANCE D'APPAREILS D'AUDIOGUIDAGE ET INTEGRATION DE CONTENU

Sont expressément exclues du périmètre du présent accord-cadre les prestations de distribution des audioguides aux visiteurs.

3.1 Part forfaitaire : fourniture et prestations de location et de maintenance d'appareils d'audioguidage

La solution retenue devra permettre au musée Picasso de disposer d'appareils d'audioguidage de qualité, fonctionnels et ergonomiques, à louer sur place et permettant une médiation satisfaisante à destination de ses différents publics.

Les appareils devront garantir l'accès à des contenus disponibles en plusieurs langues (au minimum 8) et adaptés à différentes catégories de publics (enfants, adultes, étrangers, personnes en situation de handicap...).

3.1.1 Fourniture et location d'appareils d'audioguidage

3.1.1.1 livraison des appareils d'audioguidage

La date de livraison des appareils d'audioguidage sera donnée au titulaire en début d'exécution de l'accord-cadre et par ordre de service. Les modalités d'exécution de la livraison seront indiquées dans l'ordre de service.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourt les pénalités fixées à l'article 11 du présent CCPC.

3.1.1.2 Caractéristiques techniques des appareils

- Audioguidage simple

Le type d'appareils souhaité devra permettre un usage simple, avec du contenu sonore et un système de saisie par clavier numérique. Il se présentera sous forme d'un boîtier autonome à porter à la main ou autour du cou et doté d'une lanière. Le contenu pourra être écouté sans casque (mais devra toutefois comporter une prise casque), directement à l'oreille par haut-parleur sans toutefois que cet usage ne dérange les autres visiteurs.

- Fonctions requises

Les fonctions suivantes sont attendues :

- lecture des contenus en sélectionnant le numéro de l'œuvre, mise en pause du contenu audio, gestion aisée du volume sonore ;

- pour une piste donnée, possibilité de lancer un contenu complémentaire en appuyant sur une touche distincte (ex : touche de couleur) ;
 - possibilité d'intégrer jusqu'à 10 langues ;
 - possibilité de gérer plusieurs parcours ;
 - capacité : possibilité d'intégrer jusqu'à 50 séquences audio dans chaque langue (durée moyenne d'une séquence : 2'30 minutes secondes) ;
 - qualité de la diffusion audio ;
 - conformité aux normes en vigueur, notamment en matière d'hygiène, de volume sonore, de sécurité incendie, de respect de l'environnement, etc.
 - présence d'une prise casque mini-jack 3.5mm
- Ergonomie
 - simplicité et performance des fonctions de navigation permettant avec une compréhension rapide et universelle des appareils et un accès immédiat aux contenus ;
 - touches facilement identifiables, notamment la touche de démarrage. Les chiffres devront être à gros caractères et au moins un relief permettra d'identifier les touches pour les personnes en situation de handicap visuel (ex. : touche centrale).

- Encombrement

Les appareils doivent être légers (poids souhaité inférieur ou égale à 200g et peu encombrants.

- Boucle à induction magnétique

Les appareils doivent permettre d'utiliser la technologie des boucles à induction magnétique pour les personnes malentendantes équipées d'appareils auditifs compatibles. Deux possibilités seront acceptées par le musée :

- Que la BIM soit intégrée directement dans l'appareil, ce qui est la solution préférable ;
- Que l'appareil soit compatible avec les BIM de type « tour de cou » pour les personnes malentendantes.

- Autonomie et alimentation

Les appareils devront avoir une autonomie de minimum 10 heures en utilisation continue, pour assurer les rotations quotidiennes, sans besoin de rechargement durant une journée d'ouverture. Les appareils ou leur batterie pourront être changés en cours de marché s'ils ne répondent plus à ce critère, sans frais supplémentaire : le titulaire s'engage en effet à ce que l'autonomie de 10 heures minimum soit respectée sur toute la durée du marché, reconductions incluses ;

- Dragonnes

Les dragonnes seront fournies avec les appareils et doivent être incluses dans le prix de la location. Si plusieurs modèles ou tailles existent, le choix sera soumis au musée. Ce système d'attache ne devra pas gêner le positionnement des appareils dans les racks de rangement ou de rechargement. Les dragonnes devront aussi pouvoir être lavables ou remplaçables (a minima 2 fois par an) ;

Les appareils devront être adaptés et conçus pour un usage intensif et quotidien. Ils devront pouvoir se nettoyer rapidement et de façon efficace

- Facilité d'utilisation par les agents du musée

L'utilisation de l'outil doit être simple, intuitive et rapide pour les agents du musée : les équipes sont réduites, et les agents peuvent gérer à la fois l'accueil, la billetterie et la distribution et reprise des audioguides. Le paramétrage des langues et le retour des appareils doivent être simples et rapides pour les agents d'accueil chargés de distribuer les appareils aux visiteurs et de les reprendre. Le système doit être fiable pour limiter au maximum les maintenances.

- Chargement et alimentation électrique

Aucun mode d'alimentation n'est exclu, sous réserve du respect des contraintes relatives au mobilier existant (annexe 1 du présent CCPC) ; il s'ensuit que dans l'éventualité d'une alimentation des appareils par racks de chargement, ceux-ci devront impérativement être adaptés et compatibles avec le mobilier existant.

Dans leur réponse, les candidats devront indiquer la durée d'autonomie et la durée de rechargement complète d'un appareil.

3.1.1.3 Dimensionnement du parc

Compte-tenu de sa fréquentation et de son taux de prise actuel, le musée envisage de disposer, durant toute la durée de l'accord-cadre, d'un parc comprenant de 120 appareils d'audioguidage. Des audioguides supplémentaires pourront être loués, via la part à bon de commande conformément à l'article 3.2 du présent CCPC.

Si l'outil proposé ne dispose pas d'un écran permettant une diffusion satisfaisante des vidéos LSF, le prestataire pourra proposer un équivalent présentant des appareils dotés d'écrans permettant la diffusion de ces contenus ; le cas échéant, ceux-ci seront au nombre de 10. Ils devront par ailleurs répondre à l'ensemble des caractéristiques requises dans le présent document et respecter les contraintes exprimées en annexe 1 du CCPC.

3.1.1.4 Evolution des matériels

Le musée Picasso sera attentif aux possibilités que le titulaire offrira pour garantir l'évolution des matériels proposés et de ses fonctionnalités ; le musée Picasso souhaite ainsi pouvoir bénéficier, s'il en fait la demande, des avancées technologiques éventuelles des appareils.

Le titulaire pourra ainsi proposer de nouveaux matériels et/ou de nouvelles fonctionnalités, de manière temporaire pour un essai ou de manière permanente, sur tout ou partie du parc, en accord avec les équipes du musée.

Les modalités de migration éventuelle vers d'autres appareils ou l'ajout de nouvelles fonctionnalités seront, le cas échéant, formalisées par voie d'avenant au présent accord-cadre.

3.1.2 Maintenance des appareils d'audioguidage

Le titulaire assurera dans le cadre de la part forfaitaire et pendant toute la durée de la location :

- une maintenance préventive permettant le bon fonctionnement permanent de l'ensemble du parc, en particulier pour ce qui concerne :
 - le contrôle des batteries / du système d'alimentation et, le cas échéant, remplacement des batteries épuisées / du matériel de rechargement ;
 - la fourniture et l'installation des pièces de rechange le cas échéant ;

Afin d'assurer cette maintenance préventive, deux visites par an seront réalisées par le titulaire.

- une maintenance curative, dans le cadre de laquelle le titulaire est tenu de :
 - remédier à tout dysfonctionnement ou panne qui serait constaté par le musée ou le titulaire lui-même dans un délai maximal de 2 jours calendaires à compter du signalement par courrier électronique ou du constat du dysfonctionnement ou de la panne ;
 - remplacer dans un délai maximal de 2 jours calendaires toute pièce ou tout appareil défectueux, hors d'usage ou dont le temps de réparation est supérieur à 2 jours calendaires afin d'assurer la continuité du service rendu.

Il est précisé que le titulaire devra garantir le maintien du parc à effectif constant ; le nombre d'appareils fixé devra être garanti pendant toute sa durée.

Le titulaire devra se rendre disponible par mail ou par téléphone pour assister le musée national de la Marine, en cas de dysfonctionnement d'un appareil ou de tout autre matériel fourni dans le cadre du marché. Il proposera au musée un interlocuteur privilégié à contacter. Il proposera également une possibilité de contact pour les urgences, en cas de problème le week-end ou durant les vacances scolaires.

3.1.4 Accès au back-office et statistiques

Le musée souhaite avoir accès à un back-office permettant des ajustements simples dans les appareils d'audioguidage, tel que l'ajout de piste, la suppression de piste et le changement d'ordre des pistes. Ce back-office doit être accessible au département de la médiation. Au moins trois personnes du département de la médiation devront être formées à ce back-office. Le titulaire délivrera également l'ensemble de la documentation nécessaire à l'utilisation de ce backoffice. Le département de la médiation souhaite également avoir accès aux statistiques suivantes, au minimum : nombre d'appareils distribués ; langues utilisées ; parcours choisi ; durée d'écoute.

3.1.3 Documentation et formation des utilisateurs

Le titulaire devra fournir la documentation technique complète, comprenant les manuels d'utilisation, et les manuels de maintenance de l'ensemble des matériels fournis, au plus tard deux (2) jours à compter de la date de livraison des matériels.

La documentation devra être fournie en français, sous format papier et sous format numérique (PDF ou Microsoft Office).

Une session annuelle de formation des utilisateurs désignés par le musée Picasso à la prise en main, aux réglages et à l'exploitation des matériels devra être assurée par le titulaire. La formation sera à effectuer sur site dans les locaux du musée Picasso et sur demande de celui-ci, sur des plages horaires à convenir selon les disponibilités du site et des utilisateurs.

Pendant le premier mois suivant la date de la livraison des matériels, le titulaire s'engagera, en outre, à assister le personnel des services concernés soit par téléphone, soit sur site sur simple demande des services utilisateurs.

3.1.4 Livraison, installation et intégration

La date et les modalités de livraison des appareils d'audioguidage seront données au titulaire en début d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire du marché devra s'assurer d'avoir le matériel demandé à la date de notification du marché. En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourt les pénalités fixées dans le CCAP.

Pour que les appareils d'audioguidage soient rapidement opérationnels, la part forfaitaire prévoit un forfait pour l'intégration des contenus existants. Soit, au maximum :

- 40 pistes pour le parcours adultes en 6 langues (français, anglais, allemand, espagnol, chinois et italien)
- 17 pistes pour le parcours en LSF
- 20 pistes pour le parcours enfant en 2 langues (français et anglais)

L'ensemble de ces pistes concernent un même parcours (adultes) et seront fournies par le musée, en format mp3 et en format mp4 pour le format LSF. Le titulaire devra respecter la numérotation demandée par le musée. Il est également convenu qu'à chaque erreur d'intégration, paramétrage ou numérotation imputable au prestataire, ce dernier est tenu à répéter l'opération gratuitement et assurer le bon fonctionnement auprès du public.

Cette intégration devra se faire sous un délai de 15 jours ouvrables maximum après notification du marché.

3.2 Part à commande : écriture, développement, oralisation, enregistrement et intégration de contenus associés sur les appareils pour les contenus adultes et enfants et LSF ainsi que la location et achat de matériel complémentaire

Il est entendu que le prestataire cède, à titre exclusif et dans les conditions précisées à l'article 5 des présentes, l'ensemble de ses droits sur les contenus créés. Il doit s'assurer de détenir l'ensemble des droits de propriété intellectuelle (droits patrimoniaux et droits voisins notamment) des contenus cédés au musée Picasso pour la durée légale des droits en France.

3.2.1 Prestations relatives aux séquences audio

→ Ecriture

La prestation consistera en la rédaction d'une séquence audio en français (script), prête à l'enregistrement, dont les unités sont de 2'30 minutes. La prestation d'écriture se fait sur la base de textes bruts fournis par le musée (notices, textes de catalogue, textes scientifiques, ligne éditoriale...). Pour ce travail d'écriture, le titulaire du marché devra avoir la capacité de faire des recherches complémentaires.

Le titulaire devra suivre les indications éditoriales données par le musée (ton, approche, niveau de langue, scénario pour le parcours enfant). Il devra employer un vocabulaire simple et accessible au plus grand nombre. Il veillera à expliciter les concepts ou les références plus pointus. Les commentaires doivent encourager à regarder les œuvres et intégrer des éléments de description.

Il est attendu que le ou les rédacteurs disposent d'une solide formation en histoire de l'art et en médiation. Dans son offre, le titulaire devra justifier le choix de ces professionnels, en fournissant leur CV et leurs références.

Le script pourra être interprété par un ou plusieurs comédiens (jusqu'à 4 maximum)
Le script sera soumis à validation du musée.

→ **Oralisation**

La prestation consistera en la seule adaptation pour l'oral des contenus d'une séquence.). Le musée communiquera au titulaire un texte rédigé qu'il lui appartiendra d'adapter. Le résultat de l'oralisation est un texte prêt (script) pour l'enregistrement dont les unités sont de 2'30 minutes.

La prestation d'oralisation ne demande pas de recherches complémentaires

Le script pourra être interprété par un ou plusieurs comédiens (jusqu'à 4 maximum)

Le script sera soumis à validation du musée

→ **Adaptation**

La prestation consistera à modifier à la marge une séquence audio existante. Il s'agira de suivre les indications du musée et de modifier marginalement la séquence, en la réenregistrant si besoin.

→ **Habillage sonore**

La prestation consistera à travailler une séquence existante de 2'30 minutes par du bruitage et/ou de la musique libre de droit.

L'habillage sonore sera soumis à la validation du musée.

→ **Traduction**

La prestation consistera en la traduction d'une séquence audio déjà existante (soit à partir d'une séquence audio existante, soit à partir du texte existant d'une séquence) en une langue supplémentaire européenne ou extra-européenne. La traduction peut porter sur une séquence audio simple comme sur une interview.

- Langues européennes : Espagnol, anglais, italien, allemand, portugais.
- Langues extra-européennes : Arabe, chinois, japonais, coréen, russe.

D'autres langues pourront éventuellement être demandées à la traduction ; elles feront l'objet de demandes de devis et pourront, le cas échéant, donner lieu à la conclusion d'un avenant.

Le script traduit sera soumis à validation du musée

→ **Enregistrement**

La prestation consistera en l'enregistrement de la séquence oralisée par des comédiens professionnels, en une seule langue ; pour une même exposition, les voix enregistrées doivent être multiples (a minima deux). Le choix des voix retenues pour l'enregistrement sera effectué par le musée sur proposition du prestataire selon les modalités fixées à l'article ci-dessous.

Il est attendu que les comédiens adoptent, pour les parcours adultes, un ton naturel sans inflexions trop marquées.

Le musée devra pouvoir assister, sur site ou à distance, aux enregistrements s'il le souhaite.

Dans son offre, le titulaire devra justifier le choix des comédiens, en fournissant leur CV et leurs références.

Le titulaire est également tenu d'assurer l'homogénéité et la qualité acoustique de la piste sonore (voix, texture, tonalité, mixage, mastering, etc.). Dans son offre, le titulaire devra fournir des références de pistes sonores à destination des adultes et des enfants (avec et sans habillage sonore).

→ **Enregistrement – interview**

La prestation consistera en l'enregistrement (production et post-production) d'une interview de personnalités identifiées par le musée (par exemple des commissaires, conservateurs ou artistes).

Il est attendu du titulaire qu'il ait une expertise dans la conduite d'interviews, c'est-à-dire qu'il soit en capacité de mettre l'interlocuteur dans les conditions d'une prise de parole spontanée et fluide et de porter une attention à la vulgarisation des savoirs transmis.

Le musée fournira la documentation (par exemple : texte de salle, catalogues, note d'intention, etc.) nécessaire pour que le titulaire puisse mener à bien l'interview.

Le titulaire devra fournir, a minima 48h avant la date de l'interview, au musée la liste des questions.

Le musée devra pouvoir assister aux enregistrements, sur place ou à distance, s'il le souhaite.

L'enregistrement des interviews pourra se faire dans un studio d'enregistrement situé à Paris et le titulaire devra avoir la capacité de proposer une solution pour enregistrer des interviews avec un interviewé à distance.

La transcription de l'interview sera soumise à la validation du musée.

→ **Location et achat de matériel complémentaire**

Dans le cas où la part forfaitaire serait insuffisante, le musée pourrait louer des appareils d'audioguidage complémentaires. Il s'agit du même modèle que les appareils fournis dans le cadre de la part forfaitaire. Cette location doit permettre l'utilisation immédiate des appareils. Elle intègre donc l'ensemble des modalités définies à l'article 3.1.1.2 du présent CCPC.

ARTICLE 4 - LOT 2 : REALISATION ET PRODUCTION DE VIDEOS EN LANGUE DES SIGNES FRANCAISES

Ce lot est traité à prix unitaires. Le musée commandera la production et la réalisation de vidéo en Langue des Signes Française.

4.1 Prestations relatives aux séquences vidéo en Langue des Signes Française.

→ Développement de vidéo LSF

La prestation consistera en l'adaptation, la traduction et l'enregistrement d'une séquence vidéo en LSF, sur la base d'une séquence audio adulte préexistante ou d'un texte rédigé par le musée. Le script doit être rédigé par des professionnels de la LSF, idéalement diplômés d'un master 2 traduction spécialité LSF. Dans son offre, le titulaire devra justifier le choix de ces professionnels, en fournissant leur CV et leurs références.

L'interprète de la vidéo devra impérativement avoir la LSF comme langue première. Cette séquence vidéo devra également être sous-titrée en français.

La durée de la séquence vidéo devra être comprise entre 2 et 3 minutes.

Le titulaire est tenu de garantir la lisibilité de la LSF et du sous-titrage et de suivre les préconisations que le musée lui fera en la matière. Dans son offre, le titulaire devra fournir des exemples de vidéos en LSF.

La vidéo pourra intégrer des images fournies par le musée (15 maximum) pour illustrer le propos.

- Sous-titrage en français de la vidéo avec incrustation et livraison des sous-titres au format .srt et .xml.
- Livraison de la vidéo en full HD, avec incrustation du sous-titrage et sans.
- Livraison de la vidéo dans un format compatible avec les visioguides.
- _ La vidéo est soumise à la validation du musée.

→ Sous-titrage d'une vidéo LSF

La prestation consiste à au sous-titrage d'une vidéo en LSF de 3 à 4 minutes. Elle devra être effectuée par des professionnels de la LSF. Il pourra être demandé d'incruster des termes supplémentaires dans la séquence vidéo. Le titulaire devra fournir au musée une vidéo avec des sous-titres incrustés et un fichier distinct avec les sous-titres (fichier au format .srt ou équivalent).

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES LOTS

5.1 Prestations relatives à l'intégration des contenus

→ Intégration des contenus, paramétrage des machines, numérotation

La prestation consistera en l'intégration des contenus définis par le musée dans les machines d'audioguidage. Cette prestation comporte aussi leur paramétrage en cohérence avec les exigences du musée (un ou plusieurs parcours distincts, nombre de langues etc.) et le respect de la numérotation souhaitée par le musée. **Cette prestation d'intégration devra notamment permettre la réutilisation de contenus créés par le titulaire dans le cadre d'une commande précédente.**

La prestation sera incluse à chaque commande de contenus.

En outre, il est entendu par les deux parties que le titulaire devra prendre en charge le chargement des séquences sur les machines.

Il est également convenu qu'à chaque erreur d'intégration, paramétrage ou numérotation imputable au prestataire, ce dernier est tenu à répéter l'opération gratuitement et assurer le bon fonctionnement auprès du public.

5.2 Exécution des prestations

5.2.1 – Délai de livraison des contenus

Au titre de la part à commande, la date de livraison des contenus sera indiquée dans chaque bon de commande.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourt les pénalités fixées à l'article 11 du présent CCPC.

5.2.2 Exécution de la prestation

Les prestations devront être exécutées en respectant, dans la mesure du possible, les échéances suivantes :

Prestation	Délai maximum d'exécution
Ecriture	21 jours (à partir de l'envoi des éléments par le musée)
Oralisation	10 jours (à partir de la date d'envoi des contenus par le musée)
Traduction	8 jours (à partir de la validation du texte français)
Adaptation	7 jours (à partir de la date d'envoi de la séquence par le musée)
Enregistrement	7 jours après la validation des textes
Développement d'une séquence LSF	21 jours (à partir de la date des éléments par le musée)

5.2.3 Opérations de vérification des prestations

Les opérations de vérification sont réalisées conformément à l'article 29 du CCAG-FCS et aux dispositions de l'article ci-après.

5.2.4 Opérations d'admission des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, et sous réserve des délais spécifiques mentionnés ci-après, chaque prestation relative à la part exécutée au moyen de bons de commande, tel que mentionné à l'article 3.2 du présent CCPC, fera l'objet d'une validation expresse par courriel du musée national Picasso – Paris.

Par dérogation au précédent alinéa, des délais spécifiques seront applicables dans les conditions suivantes :

Prestation / Action	Délai d'admission par le musée
Oralisation ou écriture des textes	Quinze (15) jours calendaires à compter de la remise des textes au musée par le titulaire

Choix de la voix des comédiens professionnels retenus pour réaliser les enregistrements	Quinze (15) jours calendaires à compter de la soumission au musée du choix réalisé par le titulaire
Séquences audio et vidéo	Quinze (15) jours calendaires à compter de la remise des séquences au musée par le titulaire

Pour chaque prestation, toute demande de correction ou modification pourra être sollicitée dans les délais d'admission ci-dessus définis ; ces derniers sont de nouveau applicables à chaque restitution au musée par le titulaire

Par ailleurs, l'admission des prestations ne pourra se faire qu'après validation du musée. A défaut, les prestations seront réputées non-admises.

5.3 – Propriété intellectuelle et destruction des fichiers

5.3.1 Propriété et utilisation des résultats

Au sens du présent article, les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, réalisés dans le cadre des prestations du présent accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres protégeables au titre du Livre I du Code de Propriété intellectuelle, les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire cède, à titre exclusif, au Musée Picasso, en contrepartie du paiement des prix définis dans le présent article, les droits de reproduction et de représentation afférents aux prestations objet de l'accord-cadre susmentionné, ainsi que tous les droits d'adaptation, de traduction, de modification, de transformation, d'arrangement et de destination, ainsi que les droits dérivés pour tout usage et pour toutes exploitations directes ou indirectes à titre commercial ou non des contenus, quel que soit le mode, à quelque titre que ce soit, et sous toutes formes.

5.3.2 - Définition des droits cédés

1 - Le droit de représentation s'entend, conformément à l'article L.122-2 du Code de Propriété Intellectuelle, comme :

- le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, sous forme matérielle, numérique, visuelle ou sonore, couleur et/ou en noir et blanc, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou des catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement. Ce droit de représentation vaut pour toute manifestation ou communication à caractère public ou privé, à caractère commercial ou non commercial et à caractère durable ou temporaire ;

- le droit d'éditer ou de faire éditer, de commercialiser ou de faire commercialiser les résultats et/ou de les mettre ou faire mettre en circulation par tout circuit.

Ce droit de représentation s'entend en tout lieu et pour tout public payant ou non, ainsi que pour tout procédé existant ou encore inconnu d'audio diffusion et de télédiffusion, et par tout procédé existant ou encore inconnu faisant usage de réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications actuel ou futur notamment en vue de l'exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne tel qu'Internet, Intranet, Extranet, tous réseaux téléphoniques par câble, fixe ou mobile (notamment WAP, IMOD, internet mobile, etc.), et/ou flux de syndication de contenus (tel que le RSS, RSS2, ATOM, etc.) ou tout autre procédé analogue existant ou à venir.

2 - Le droit de reproduction s'entend, conformément à l'article L.122-3 du Code de Propriété Intellectuelle, comme le droit de fixation matérielle des résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en couleur et/ou en noir et blanc, en l'état ou modifié :

- par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

3 - Le droit de modification, le droit d'adaptation et le droit de traduction s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle, comme : le droit d'exécuter ou de faire exécuter toutes modifications, corrections, traductions, arrangements, incorporation à tout autre élément et déclinaisons nécessaires à l'exploitation des résultats, en tout ou partie.

Ce droit inclut notamment :

- le droit de modifier la taille, la forme, l'aspect, la ou les couleurs et/ou les éléments typographiques des résultats ;
- le droit de remplacer la ou les polices de caractères utilisées au sein des résultats par d'autres polices de son choix ;
- le droit de modifier les fichiers en fonction des supports sur lesquels ils seront reproduits.

Dans tous les cas, les résultats modifiés, traduits, adaptés, transformés ou arrangés pourront être reproduits ou représentés dans les conditions définies aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

Pour l'exercice de ce droit, le titulaire devra remettre tous les éléments nécessaires à l'adaptation des documents originaux (fichiers sources ou natifs, valise de police, images retouchées, etc.) dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception des prestations par le Musée Picasso.

4 - Les droits dérivés : exploitation des droits de la personnalité des voix des enregistrements dans le cadre de la diffusion des contenus.

5.3.3 - Exploitations des droits cédés

Les droits définis à l'article 5.3.2 sont cédés au Musée Picasso, à titre exclusif, pour toutes les exploitations commerciales et non-commerciales des résultats (et leurs adaptations), ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire et notamment :

- exploitation dans le cadre de toute action de communication, information, promotion et/ou publicité ;
- exploitation dans le cadre de toute action scientifique ou de recherche ;
- exploitation, à titre commercial ou non, au sein de tous produits d'édition et dérivés de l'édition, y compris numérique, et notamment : imagerie, carterie, publication presse, revues, magazines, ouvrages de librairie, catalogues, ebook, EPUB, etc. (liste illustrative et non limitative) ;
- exploitation au sein de tous produits dérivés, commercialisés à titre onéreux ou distribués gratuitement sous le nom, le label, le sigle et/ou la marque du Musée Picasso et/ou de ses partenaires, y compris des produits qui ont pour principal objet de reproduire et représenter tout ou partie des fichiers ;
- exploitation, à titre commercial ou non, au sein de tous produits audiovisuels ou cinématographiques ;
- exploitation à des fins d'utilisation dans des expositions et leurs itinérances, organisées par le Musée Picasso ou pour lesquelles le Musée est partenaire et pour lesquels le musée peut valoriser les contenus ;
- exploitation, à titre commercial ou non, au sein de tous produits multimédias tels que applications Web, mobiles, tablettes, cartes postales électroniques, fonds d'écran, économiseurs d'écran, tout site Web ou mobile etc. (liste illustrative et non limitative) ;
- exploitation au sein de tous produits dérivés, commercialisés à titre onéreux ou distribués gratuitement sous le nom, le label, le sigle et/ou la marque du Musée Picasso et/ou de ses partenaires, y compris des produits qui ont pour principal objet de reproduire et représenter tout ou partie des fichiers ;
- et, plus généralement, exploitation et/ou commercialisation, directe ou indirecte, auprès de tout public, sans limite de nombre, à titre onéreux ou gratuit.

Dans le cadre de l'exploitation des contenus, telle que définie dans la présente cession, le Musée Picasso est autorisé à céder, en tout ou partie, les droits sur les résultats, en l'état ou modifiés, à titre onéreux ou gratuit, à tout tiers de son choix.

5.3.4 – Durée et territoire de la cession

La cession des droits d'exploitation visée à l'article 5.3.3 des contenus est consentie pour le monde entier et s'applique pour toute la durée légale de la protection des droits d'auteur telle que définie par le Code de la propriété intellectuelle ainsi que par les conventions internationales y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

5.3.5 – Garanties

Le titulaire garantit au Musée Picasso être seul titulaire des droits cédés au titre des présentes et garantit en conséquence au Musée Picasso et à tout tiers cessionnaire, le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, inventeurs, graphistes, photographes et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants auxquels il fait appel, la cession des droits de propriété littéraire et artistique précités.

En tout état de cause, le titulaire prémunit le Musée Picasso contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et lui en garantit l'exercice paisible des droits cédés.

Le titulaire garantit ne pas avoir concédé quelque droit que ce soit, à quiconque, portant sur tout ou partie des résultats.

Au cas où des contrefaçons seraient constatées, il s'engage à apporter au Musée Picasso son aide et son assistance dans le cadre notamment de toute action judiciaire et à relever et garantir les bénéficiaires de la cession en cas d'éviction et de condamnation.

Le titulaire ne pourra communiquer les résultats à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation préalable et expresse écrite du Musée Picasso.

5.3.6 - Destruction des supports ayant servi à la réalisation des prestations et des fichiers sources ou natifs résultant de la prestation réalisée

Le titulaire s'engage à détruire définitivement l'intégralité des fichiers finaux basse définition et haute définition en plusieurs formats si nécessaires, mais aussi ayant servi à la réalisation des prestations, en ce compris les fichiers sources ou natifs.

A défaut d'une destruction dans le délai de huit (8) jours calendaires suivant la fin de validité de l'accord cadre, le titulaire encourt une pénalité journalière telle que prévu à l'article 11.1.4 du présent CCPC.

En cas de résiliation du marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette destruction a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

5.4 Obligations du titulaire, de son personnel et discrétion

Le titulaire sera tenu à un devoir de conseil ainsi qu'à une obligation de résultats, de faisabilité technique et de moyens pour réaliser les prestations de l'accord-cadre.fourniture service

Il appartiendra au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le pouvoir adjudicateur, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur restera entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits, sans prétendre à un supplément de prix.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, sera tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Le pouvoir adjudicateur ne pourra demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'il a lui-même rendus publics.

Par ailleurs, le titulaire sera responsable de son personnel et de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire devra informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre et s'assurer de leur respect. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraînera la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

5.4.1 Conditions techniques générales d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes ;
- à se conformer aux moyens qu'il aura prévu conformément à son mémoire technique ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et par les responsables du musée concernés ;
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires prévues le cas échéant ;
- à se conformer aux contraintes techniques et de sécurité concernant l'utilisation des moyens de l'établissement public ;
- à respecter, si besoin, les contraintes d'accès aux salles, et les contraintes particulières du site en termes de sécurité et sûreté.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance des éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions. Il devra demander au musée toute information complémentaire nécessaire à la tenue de sa mission avant d'engager les opérations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger, sous peine d'annulation de l'accord-cadre, le respect de l'ensemble des prescriptions décrites dans le présent document.

5.4.2 Protection des données à caractère personnel

Le titulaire de l'accord-cadre, ses sous-traitants et le pouvoir adjudicateur s'engagent au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre. Ces règles sont issues du Règlement (UE) n°2019/679 du Parlement Européen et du Conseil de l'Europe en date du 27 avril 2016, ci-après désigné « le Règlement européen sur la protection des données » (RGPD).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Musée national Picasso-Paris les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des prestations objets du présent accord-cadre.

5.4.2.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur ;
 - garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
 - ne pas utiliser les données et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
 - ne pas divulguer ces données ou informations à des tiers, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
 - prendre toutes mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
 - prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
 - et en fin d'accord-cadre à :
 - procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- ou à :
- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent accord-cadre.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.4.2.2 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le musée dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le musée n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

5.4.2.3 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide le musée à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au pouvoir adjudicateur.

5.4.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie de courriel.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre de personnes concernées par la violation, le vol ou l'enregistrement de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation, le vol ou l'enregistrement de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à l'atteinte faite aux données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

5.4.2.5 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.4.2.6 Documentation

Le titulaire met à la disposition du musée la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le musée ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 6 - SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Représentant(s) du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désignera une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le titulaire en cours d'exécution.

Ce ou ces membres sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le remplacement, en cours d'exécution des prestations, de l'interlocuteur désigné devra faire l'objet d'une information préalable du musée ; le titulaire communiquera par écrit le nom, et le curriculum vitae du nouveau référent. Ce nouvel interlocuteur sera considéré comme définitivement accepté si le musée ne le récuse pas dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception du curriculum vitae. Dans le cas contraire, le titulaire disposera de 2 (deux) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le musée.

6.2 Représentants du pouvoir adjudicateur

Les coordonnées de l'interlocuteur du titulaire au sein du musée Picasso qui sera chargé de la conduite de l'accord-cadre seront communiquées au titulaire après la notification de l'accord-cadre à l'adresse électronique renseignée dans l'acte d'engagement.

Tout acte et toute décision devant être pris pour permettre l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, relèvent du pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, ces différentes personnes physiques désignées par le pouvoir adjudicateur pour la conduite du présent accord-cadre ne sont pas réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

6.3 - Opérations de vérification et constats

Le titulaire s'engage à une pleine implication et participation pour la réalisation des enjeux et objectifs définis dans le présent cahier des clauses particulières. La mesure de la performance fait l'objet de mesures régulières dans le cadre d'un dispositif de contrôle des performances réalisé par le titulaire, notamment dans le cadre d'autocontrôles, et par le Musée Picasso, notamment dans le cadre d'audits et de contrôles contradictoires.

Le musée Picasso se réserve à tout moment la faculté de contrôler, par ses propres moyens, les conditions de mise en œuvre des prestations.

Le titulaire s'engage par ailleurs à signaler sans délai au musée tout obstacle ou élément bloquant le bon déroulement des prestations.

Tout constat d'anomalie devra faire l'objet d'un constat contradictoire signé par les deux parties, permettant d'établir les circonstances et les responsabilités dudit dommage.

ARTICLE 7 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an.

Il pourra être reconduit trois (3) fois pour une période d'un (1) an par tacite reconduction sauf en cas de dénonciation de l'accord-cadre par le représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La date prévisionnelle de début des prestations est le mois de mars 2025.

ARTICLE 8 – DEMANDES DE DEVIS ET EMISSIONS DES BONS DE COMMANDE

8.1 Pour les prestations prévues au bordereau des prix unitaires (BPU)

L'émission d'un bon de commande devra être précédée par une demande de devis, devis qui devra, le cas échéant, faire l'objet d'une validation expresse par le pouvoir adjudicateur. Cette

demande de devis pourra se faire par voie de courriel. Le devis devra faire apparaître les lignes du BPU correspondantes.

Le cas échéant, le titulaire établira ses devis sur la base du BPU dans un délai de cinq (5) jours ouvrés en fonction des prescriptions fixées par le Musée Picasso. Il devra comporter les renseignements suivants :

- la référence du présent accord-cadre ;
- la désignation des prestations ;
- les lignes du BPU concernées ;
- le lieu et la date de livraison des prestations ;
- la désignation et l'adresse du service destinataire du bon de commande ;
- le lieu de l'exposition ou de tout autre événement assuré ;
- le prix unitaire et les quantités ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

Tous les délais exprimés en « jours » sont des jours calendaires.

Le bon de commande est le document écrit adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre ; il précise les prestations décrites dans les documents contractuels dont l'exécution est demandée.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les faire connaître au pouvoir adjudicateur dans un délai de 72 (soixante-douze) heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

8.2 Pour les prestations hors BPU

Lorsqu'une prestation n'est pas prévue par le BPU, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire.

S'il décide de passer commande auprès du titulaire de l'accord-cadre, cette commande devra être obligatoirement précédée par une demande de devis par voie de courriel, devis qui devra ensuite faire l'objet d'une validation expresse par le pouvoir adjudicateur. Cette commande pourra être exceptionnelle ou intégrée au BPU, par voie d'avenant. Ces prix nouveaux seront limités à 30 % du montant total des postes du BPU d'origine, afin de ne pas remettre en cause les conditions initiales de la mise en concurrence.

ARTICLE 9 - PRIX DES PRESTATIONS ET ETABLISSEMENT DES PRIX

9.1 Nature des prix

L'unité monétaire du présent accord-cadre est l'Euro.

Ces prix sont fermes pour toute la durée du marché. Ils sont définitifs pour la première année. Pour les années suivantes, ils seront révisés dans les conditions indiquées à l'article 9.3 du présent CCPC.

9.1.1 Part forfaitaire

L'accord-cadre est traité à prix global et forfaitaire en ce qui concerne les prestations ayant pour objet des prestations de fourniture, location et de maintenance d'appareils d'audioguidage et décrites à l'article 3.1 du présent CCPC.

Ces prestations feront l'objet d'une facturation mensuelle. Le montant mensuel forfaitaire figure à l'article 3.3 de l'acte d'engagement et pris sur la base du montant mensuel renseigné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

9.1.2 Part exécutée au moyen de l'émission de bons de commande

L'accord-cadre est traité à prix unitaire et au moyen de bons de commandes en ce qui concerne pour le Lot n°1 :

- pour le Lot n°1 les prestations de développement, d'oralisation, d'enregistrement et d'intégration de contenus associés sur les appareils, décrites à l'article 3.2 du présent CCPC ;
- pour le Lot n°2 les prestations relatives à la réalisation de séquences LSF.

Les prestations objets de la part à commande sont rémunérées par l'application d'un prix unitaire aux quantités réellement exécutées.

Ces prix sont fixés dans le bordereau des prix unitaires de chacun des deux lots (BPU).

9.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels nécessaires ainsi que les sujétions et contraintes susceptibles de survenir. Ils sont établis en tenant compte, notamment, de ses conditions d'exploitation, de ses modalités d'accès et de sécurité, ainsi que de sa fréquentation.

Outre les prix associés aux prestations précitées, les prix de l'accord-cadre sont également réputés comprendre :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations ;
- la cession des droits d'auteur pour les exploitations commerciales et non commerciales propres et extérieures au musée des créations originales du titulaire le cas échéant ;
- les réunions n'ayant pas de caractère scientifique ;
- les frais de reprographie des documents, rapports, comptes rendus... ;
- les moyens matériels (ordinateur et appareils ou matériels d'enregistrement audio notamment, notamment) nécessaire pour l'exécution des prestations ;
- les fournitures non prises en charge par le musée Picasso ;
- les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Aucune prise en charges lié au fonctionnement de la structure du titulaire ne sera effectuée par le Musée Picasso (notamment les frais généraux, assurances, impôts, frais de déplacement, téléphone, coursiers, etc.).

En cas de sous-traitance, le prix de l'accord-cadre est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations ; ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

9.3 Modalités de révision des prix

9.3.1 Mois d'établissement des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois « mo » qui correspond au mois de la remise des candidatures et des offres indiqué sur le règlement de la consultation. Les prix sont fermes sur la première année.

9.3.2 Révision des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du Règlement de Consultation.

Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix sont révisibles annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché, pour les prestations à réaliser au cours de l'année suivante, par application de la formule suivante :

$P = PO (0,125 + (0,875 \times \text{SYNTEC} / \text{SYNTECO}))$
--

Dans laquelle :

- P = prix révisé
- PO = prix de base pour la première révision et par la suite le prix obtenu lors de la précédente révision
- 0,125 = partie fixe non révisable
- 0,875 = partie sur laquelle porte la révision
- SYNTEC = valeur de l'indice pour le mois de révision, indice connu au moment de la révision
- SYNTECO = valeur de l'indice publié par l'Insee au mois d'établissement des prix

Si l'entreprise décide de réviser ses prix, elle doit proposer au pouvoir adjudicateur au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire un calcul de la révision des prix, dès parution de l'indice correspondant. Le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des calculs de révision et la notifiera au titulaire afin d'exprimer son accord explicite et expresse. Le titulaire mettra à disposition une copie des indices mensuels utilisés.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Règlement

Les prestations effectuées par le titulaire sont réglées, après vérification du service fait, et sous réserve des opérations de vérification et d'admission des prestations.

Le titulaire, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, peuvent transmettre une copie de leurs factures libellées à :

Etablissement public du musée national Picasso
Direction administrative et financière
20, rue de la Perle

75003 Paris

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-3 du code de la commande publique ainsi qu'au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatifs à la facturation électronique.

Pour pouvoir utiliser ce mode de transmission dématérialisé, les informations suivantes sont requises :

- n° de SIRET: 13001217200016
- n°EJ : 2024-MNPP-1100 et 1101-AC

Par exception, si l'émetteur de la facture ne relève pas de l'une des catégories visées par les dispositions précédemment citées, la facture est transmise par courrier électronique à l'adresse suivante : daf@museepicassoparis.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre indiqué sur la page de garde du présent document ;
- le numéro de l'engagement juridique correspondant (numéro du bon de commande) ;
- la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- la désignation et les quantités des services exécutés et livrés avec les délais d'exécution ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés et des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant H.T. et T.T.C. des services exécutés, éventuellement actualisé ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En outre, chaque bon de commande devra faire l'objet d'une facturation à part entière. Aucun groupement de différents bons de commande ne sera réalisé en facturation unique.

10.2 Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et le musée, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par le musée Picasso, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'article 11 du présent CCPC.

10.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'établissement public.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du

semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

10.4 Avance

Chaque titulaire mentionnera expressément à l'article 7 de l'acte d'engagement s'il entend bénéficier de l'avance prévue à l'article R2191-3 du code de la commande publique avec un taux fixé à 5% - ou à 10% si le titulaire répond à la définition des petites et moyennes entreprises. Le versement de l'avance se déclenchera sur demande du titulaire, effectuée par courriel et accompagnée d'un état liquidatif.

Une avance est accordée au(s) sous-traitant(s) dans les conditions fixées par l'article R2191-6 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au titulaire telles que décrites ci-dessus.

Le remboursement de l'avance tant par le titulaire que par ses éventuels sous-traitants s'effectuera conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 - PENALITES

Les pénalités définies ci-après, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS sont cumulables.

11.1 Pénalités de retard

11.1.1 Livraison des audioguides

En cas de retard dans la livraison des audioguides prévue selon les dispositions de l'article 3.1.1 du présent CCPC, une pénalité d'un montant de cent cinquante (150) euros par jour de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

11.1.2 Livraison des contenus

Le calendrier de réalisation des prestations commandées est défini entre les parties en phase de commande selon les dispositions du présent CCPC.

En cas de retard de livraison des contenus, et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, des pénalités d'un montant de quatre cent cinquante euros (450) HT par jour de retard seront appliquées, sans mise en demeure préalable.

11.1.3 Opérations de maintenance

En cas d'indisponibilité, telle que définie à l'article 14.2.1 du CCAG-FCS, et/ou de non-respect des délais maximums d'intervention pour la maintenance des matériels, une pénalité de 150 € HT par jour de retard sera appliquée, sans mise en demeure préalable. Ce montant déroge aux dispositions de l'article 14.2.1 du CCAG-FCS.

11.1.4 Non-destruction des supports visés à l'article 5.3.6

En cas de retard dans la destruction des supports visés à l'article 5.3.6, une pénalité d'un montant de cent cinquante (150) euros par jour de retard sera appliquée sans mise en demeure préalable.

11.2 Pénalités pour non production de l'attestation d'assurance

En cas de non production de l'attestation d'assurance prévue à l'article 13 du présent CCPC, une retenue provisoire de cent (100) euros par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par le musée Picasso.

11.3 Pénalités pour non production des attestations fiscales et sociales

En cas de non production des attestations sociales et fiscales tous les six mois prévues à l'article 15 du présent CCPC, une pénalité de cent (100) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

Le montant total de ces pénalités ne pourra en tout état de cause dépasser 10% du montant total de l'accord-cadre et ce, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés et déplacements), lequel déclare avoir fait son affaire de leur affiliation aux régimes fiscaux et sociaux conformément à la réglementation en vigueur. Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que l'intervenant ou son suppléant pourrait occasionner soit aux biens qui lui sont ou non confiés, soit au personnel du musée national Picasso-Paris ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire sera responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur réception au musée national Picasso-Paris. En aucun cas le titulaire ne pourra se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses sous-traitants, de ses transporteurs ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le pouvoir adjudicateur se réservera le droit, après mise en demeure demeurée infructueuse au cours de l'accord-cadre, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou partie des prestations n'ayant pas donné satisfaction après constatations contradictoires.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

ARTICLE 13 - ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, avant tout commencement d'exécution et dès le dépôt de son offre, le titulaire devra justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Il est par ailleurs expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements). Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionnés aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et renonce à tout recours contre l'établissement public.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous condition de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le titulaire de sa responsabilité vis à vis de l'exécution des prestations.

L'annexe de l'acte d'engagement définit les prestations dont la sous-traitance est envisagée avant la passation de l'accord-cadre.

S'il s'avère, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, que le titulaire ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraîné une défaillance dans l'exécution de la mission, le titulaire est tenu soit de sa propre initiative soit sur simple demande motivée de la personne publique, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires. Ceux-ci seront soumis à l'agrément de la personne publique en vue de l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance. Leur intervention ne pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

Si le titulaire n'a pas satisfait aux demandes d'adjonction de compétences, la personne publique peut décider, quinze jours après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du titulaire, de désigner lui-même un prestataire chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause.

Le titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépense qui en résultent sont à la charge du titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de la personne publique et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant,

etc. La personne publique pourra s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-1 et R3243-1 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D8222-5 du Code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra avant la notification de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-3, ou de documents équivalents.

Le titulaire s'engage également à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D8254-2 du Code du travail à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur et selon la même fréquence.

ARTICLE 16 - MODIFICATIONS CONTRACTUELLES

16.1 Modifications des clauses contractuelles

Sauf exception dûment explicitée dans les documents de l'accord-cadre, les éventuelles modifications des clauses du présent accord-cadre seront matérialisées par l'élaboration d'un avenant signé par les deux parties contractantes.

16.2 Modification du statut du titulaire

Dans l'hypothèse d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, ce dernier ainsi formé devra proposer au musée Picasso un avenant entérinant ce changement de statut. Le musée Picasso pourra refuser cet avenant et résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnités et sans préavis.

Si le musée Picasso décide de ne pas résilier l'accord-cadre, le titulaire ainsi formé doit poursuivre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à son terme.

16.3 Transfert de l'accord-cadre

Le titulaire ne pourra céder le présent accord-cadre sans l'autorisation expresse du musée Picasso.

Le non-respect de cette clause entraînera de plein droit la résiliation immédiate de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnités.

16.4 Règles d'ajustement de l'accord-cadre

Un avenant à l'accord-cadre pourra être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées (en plus ou en moins) à l'initiative du musée Picasso.

Le titulaire transmettra alors au musée Picasso une proposition financière correspondant à l'ajout ou la modification du périmètre technique des prestations, qui servira de base à la négociation financière de l'avenant.

En cas de désaccord irréductible entre les deux parties, le musée Picasso se réservera le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

16.5 Dégradation des prestations

Si lors de la réalisation d'une commande, le musée Picasso constate que 40% des prestations sont défaillantes, défectueuses ou qu'elles ont souffert d'incidents dont le titulaire est responsable, le titulaire sera mis en demeure, par le musée Picasso, de proposer sous huit (8) jours un plan d'actions pour remédier aux défaillances relevées.

Un suivi spécifique sera ajouté à l'ordre du jour des réunions de pilotage entre le titulaire et le musée Picasso, et au cours desquelles le titulaire devra présenter l'évolution de la situation et/ou les résultats des dispositions prises et ce jusqu'au rétablissement du niveau de prestation dû.

ARTICLE 17 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

17.1 Résiliation pour un motif d'intérêt général

L'accord-cadre pourra être résilié pour un motif d'intérêt général, à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au titulaire en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général.

17.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions du CCAG-FCS, la résiliation pourra être prononcée pour faute du titulaire dans l'un des cas suivants :

- 3 retards dans l'exécution des prestations ;
- 3 mauvaises exécutions d'une prestation ayant entraîné une réfaction significative de la prestation (équivalente à plus de 40% de sa valeur) ;
- non-exécution d'une prestation (et dont les justifications ont été déclarées irrecevables).

Dans le cas de résiliation pour faute de l'accord-cadre, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

17.3 Résiliation pour non-respect des dispositions de l'article 3 et 4 du présent CCPC

Le non-respect des dispositions de l'article 3 et 4 du présent CCPC entraînera la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

17.4 Résiliation pour non remise des documents demandés

Le titulaire devra, selon sa situation, les pièces exigées aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi à l'étranger) du code du travail dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

En cas de non remise des pièces susmentionnées par le titulaire, le musée Picasso pourra résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

17.5 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail, a recours au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En outre, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8254-2 du Code du travail, le présent accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 2 du présent CCPC déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 5.2.4 du présent CCPC déroge à l'article 30 du CCAG-FCS.

L'article 5.4 du présent CCPC déroge à l'article 5.1.1 et 41 du CCAG-FCS.

L'article 6.2 du présent CCP déroge à l'article 3.3 du CCAG-FCS.

L'article 11 du présent CCPC déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

L'article 11.1.2 du présent CCPC déroge à l'article 14.1 du CCAF FCS.

L'article 11.1.3 du présent CCPC déroge à l'article 14.2.1 du CCAF FCS.

L'article 13 du présent CCPC déroge à l'article 9.2 du CCAF FCS.

L'article 17.1 du présent CCPC déroge à l'article 42 du CCAF FCS.